

	<b>Web</b>
	<b>March 11, 2011</b>

Selon le bilan 2010 ANIMA-MIPO présenté le 10 mars à Marseille :

**IDE à + 17 % dans les pays MED, mais un modèle de croissance contesté pour sa moins-value sociale**

Rendu public le jeudi 10 mars 2011 à la Villa Valmer de Marseille, siège de plusieurs institutions euroméditerranéennes, le bilan annuel de l'Observatoire des investissements et partenariats en Méditerranée (MIPO) met en avant les bons résultats de 2010. Mais les experts s'interrogent à juste titre sur le bien-fondé d'un développement économique qui n'améliore pas les conditions de vie des habitants. Bon élève économique, la Tunisie en est l'illustration éloquente.

Photo ci-dessus, de gauche à droite : Emmanuel Noutary, Directeur du programme Invest in Med et Délégué général d'Anima Investment Network, et Bénédic de Saint-Laurent, Conseiller scientifique d'Anima, durant leur présentation du bilan 2010 ANIMA-MIPO, le jeudi 10 mars 2011 à la Villa Valmer de Marseille. © Émilie Godard

Depuis 2003, l'Observatoire Anima-Mipo (Mediterranean Investment and Partnership Observatory) est un outil précieux pour la communauté des affaires. Il permet de connaître, en effet, en temps réel, l'ensemble des annonces d'investissements et de partenariats dirigés vers la rive sud de la Méditerranée. Le jeudi 10 mars à la Villa Valmer de Marseille était proposée une analyse des investissements réalisés en 2010.

Qualifiée « d'année de transition » par Emmanuel Noutary, directeur du programme Invest in Med et délégué général d'Anima Investment Network à la suite d'une année 2009 impactée par la crise, 2010 a été marquée « par de bons résultats en matière d'investissement direct étranger (IDE) et de partenariats internationaux ».

On dénombre en effet 826 projets d'IDE en 2010 contre 542 en 2009, soit une croissance de 52 %. Même constat sur l'évolution positive des flux entrants : 33,2 milliards d'euros contre 28,4 M<sup>ds</sup> € en 2009, soit 17 % de plus.

Même constat optimiste sur les partenariats internationaux d'entreprises : 493 projets en 2010 contre 288 en 2009 (+ 71 %). Au final, les IDE ont créé en 2010 175 000 emplois directs (contre 93 000 en 2009) et environ 585 000 emplois indirects, soit plus de 750 000 emplois en tout.

Un modèle contesté par la rue

Tout irait-il pour le mieux dans le meilleur des mondes euroméditerranéens ? Non, bien sûr, et les tenants d'un développement économique suffisant pour entraîner un épanouissement social des peuples des pays concernés rasant les murs depuis que la Tunisie, un modèle de relative bonne santé macro-économique, l'Égypte et la Lybie ont connu une poussée de fièvre révolutionnaire historique. « Ce modèle de développement économique convient-il aux populations sur place ?

Visiblement, non ! », relève Bénédic de Saint-Laurent, conseiller scientifique d'Anima. « Ce sont dans les pays les plus dynamiques que les soulèvements se sont produits : la Tunisie a réalisé d'énormes progrès en matière d'éducation, l'Égypte est considéré comme l'un des meilleurs 'performers' en matière économique. Mais, en favorisant l'émergence d'une classe moyenne mûre et responsable, ces

régimes se sont heurtés au paradoxe de ne pas offrir un avenir meilleur à leur population. D'une certaine manière, ils se sont tirés une balle dans le pied ».

« Il ne sert à rien d'élargir son nombre de diplômés si 30 % d'entre eux sont au chômage », prolonge Frédéric Blanc, directeur du Femise. « Nous savions tous que ce modèle de croissance présentait un biais. La Tunisie aurait dû améliorer son développement socio-économique pour s'éviter une révolution ».

Bernard Paraque, responsable du Réseau euroméditerranéen des écoles de management, propose de mieux identifier dans les pays du sud « des zones de co-développement pour que les efforts d'investissement rejaillissent sur la structuration sociale du pays ».

Les révolutions en cours ou à venir permettront-elles d'installer cette nécessaire plus-value sociale ? Dans le cas contraire, elles n'auront été qu'un hoquet historique sans conséquence que les populations auront du mal à tolérer, ont laissé entendre les intervenants.